



Montreuil, le 3 octobre 2011.

Budget 2012.

Très, très, très mauvais!

Le directeur de la PJJ va sans doute dire que c'est moins mauvais que si cela avait été pire... Il va sans doute souligner les 1,98% de progression du budget...

Il ne faut pas s'illusionner, ce budget est particulièrement mauvais, d'abord parce que 2% d'augmentation ne couvre pas l'augmentation de la vie de 2011, que sur les 15 millions de plus par rapport à la loi de finance 2011, 10 sont bloqués sur les CEF (immobilier) et 5 pour quelques évolutions et surtout mieux licencier!

Par ailleurs, ce budget ne dit rien des conséquences du blocage de la réserve de précaution pour cette année 2011, il ne dit rien de celle de 2012, ce budget pourrait donc être totalement artificiel, laissant de grosses ardoises en cas d'alternance, et servant de prétexte à liquidation en cas de reconduction de N.Sarkozy.

1/ Sur les effectifs:

Ce qui est annoncé, c'est la fermeture de 106 ETP : moins 6 pour la catégorie A, moins 19 pour les éduc et AS, moins 16 pour les SA et moins 65 sur les Adjointes Administratives, Techniques et ATE...

Nous pensons que ces chiffres sont largement sous-évalués, comme le montre la différence entre les projets de budgets (LFI-Loi de Finance Initiale) et les budgets exécutés (Rapport Annuel de Performance-RAP) depuis 3 ans.

Rappelons-nous qu'alors que le projet de budget 2009 annonçait quelques unités de progression, ce sont des centaines qui ont été détruits, ce chiffre est une tendance, pas un maximum.

En concordance avec ce qui précède le budget « salaires » n'augmente de 5 millions que parce que les lignes : Cotisations et Contributions sociales qui augmente de plus de 7,1 millions, et prestations sociales d'un million alors que la ligne rémunération baisse de 2,8 millions d'Euros : ce sont des postes qui ferment et des PRS et fins de contrats qui sont provisionnés.

Ce n'est donc pas en 2012 que vont se rapprocher le plafond d'emploi affiché et celui qui est financé, nous avons peut être 8395 ETPT annoncés, si nous n'en avons que 7500 ou 8000 de financés, la situation sera encore pire sur le terrain...

Cela se traduira comme cette année par des licenciements massifs de contractuels et donc le non respect de l'accord Fonction Publique par notre administration.

Par ailleurs l'annonce de fermeture de 7 nouvelles Directions Territoriales montre bien que la purge continue! Ce sont une vingtaine de Directeurs et plus de 20 personnels administratifs qui vont trinquer.

A la CGT, nous avons toujours écrit que l'objectif final c'est 22 directions « régionales » plus quelques exceptions (DOM regroupés et éventuellement 2 DT en Ile de France...

2/ l'indemnitare et le statutaire

D'abord, aucune augmentation globale des salaires n'est envisagée! Nous resterions donc bloqués en 2012 au niveau de 2010!

Les quelques annonces catégorielles concernent sur 2011, la mise en paiement de l'évolution statutaire pour les SA en novembre, refonte de l'IFO pour les directeurs et les RUEs en novembre, les 25 euros de primes aux ASS et aux Psy (aout).

En 2012 on nous annonce:

L'échelon spécial pour 78 personnels de catégorie C (AA, AT, ATE) en haut de grade, nous en avons déjà dit tout le mal que nous en pensions. Mais, 77 euros bruts par mois, on ne va pas cracher dessus vu les salaires des personnels concernés!

La catégorie B pour les ASS, les Éducateurs et les infirmiers.

Que la PJJ provisionne, c'est de la gestion normale, mais pour autant, rien n'est négocié. La CGT sur la base de ce projet a pris contact avec Bercy, il n'y aura bien un projet à discuter dans les prochains mois sans aucune échéance ou calendrier précis à cette heure.

Nous, nous allons surtout essayer d'attendre le lendemain des élections pour négocier... Nous aurons besoin de la combativité de tous pour cela...

Montreuil, le 3 octobre 2011.

Les seuls pour qui cette annonce est un vrai coup de poignard, ce sont les infirmiers! Le DRH s'était engagé à la catégorie A en janvier 2012!!! Nous avons toujours dit que cela n'était pas gagné. Nous avons raison! -(même si nous n'en tirons aucune gloire)- Les promesses n'engagent que ceux qui y croient!

Là encore, le projet reste une fusion dans le corps des infirmiers de l'État. Pour l'heure, aucun projet de rencontre à Bercy sur ce projet.

Par ailleurs les Attachés voient l'arrivée du grade fonctionnel, et l'on continue à recruter des RUEs (60) sans fondement statutaire. Ajoutons une possible revalorisation concernant les CTSS qui dépend d'un projet non encore discuté et que les syndicats ne connaissent officiellement pas! Par ailleurs 480 transformations de primes pour les CEF sont provisionnées pour septembre, mais nous n'avons pas l'argent pour créer ces 20 CEF...

3/ Trois alertes :

1/ l'Immobilier, nous constatons **une baisse de 20% de nos implantations** : En effet, page 171 du budget, la Surface Utile de Base du parc domanial, expliqué comme « *comprenant uniquement les surfaces occupées par la PJJ en dehors de celles remises à France Domaine* » nous passons de 252750 m² à 201 180 m². Soit une perte de 50 000m² qui ne s'explique pas uniquement par la fermeture de 7 DT...

Moins de M², c'est moins d'implantations sur le territoire. Nous comprenons mieux les bruits qui courent sur la revente de bijoux de famille comme le foyer Salomon de Caus en plein Paris...

2/ Les UEAJ La DPJJ anticipe une baisse d'activité de **32% des UEAJ** – (passant de 7 414 275 demi journées à 5 017128 demi journées). Cette chute d'activité est vendue aux parlementaires comme un simple transfert vers le DAA... C'est se moquer du monde!

3/ Les hébergements: pendant que la prévision d'activité des CEF augmente de 12 561 journées (soit 34 places sur 1 an), ce qui s'explique pas l'ouverture de quelques CEF et surement pas de 20, les EPE voient leurs prévisions s'effondrer de 80 000 journées (440 000 en 2011, 359 000 en 2012!) **soit 219 places fermées!**

A l'heure où les DIR multiplient les UEHDR ce qui mécaniquement devrait augmenter le nombre de prises en charges (on passe souvent de 10 à 20), la perspective de chute des journées de prises en charge montre que l'administration ne croit pas à ses UEHD et que les ouvertures de CEF affecteront aussi le parc des EPE, ce que nous disons depuis longtemps : 1 CEF= 1,5 EPE, pour faire 20 CEF à moyens constants, il faut fermer 30 EPE.

4/ Une situation financière qui s'aggrave!

Depuis la note du 29 juillet de la centrale sur les BOP 2012, nous sommes attentifs aux reports de charges, c'est à dire à ce que nous ne payons pas sur un exercice et qui doit être payé par le suivant... La comparaison c'est un ménage qui est en train de se sur-endetter et dont la part d'argent disponible est de plus en plus faible...

Pour le budget 2011 la prévision des engagements non-couverts par des crédits était de 16,3 millions d'Euros, sur le budget 2012 nous en sommes à 47,3 millions... Avec des estimations de crédits manquants qui doublent passant de 8,1 millions à 17,3 millions fin 2012... (page 173).

5/ L'ENPJJ

Elle doit faire plus avec moins. La baisse de 2 millions sur la masse salariale annonce une chute des recrutements, il n'y aurait plus que 10 directeurs recrutés en 2012 par exemple! Le nombre de journée de formation doit augmenter, avec des moyens maintenus à l'Euro près, ce qui annonce l'aggravation des difficultés de fonctionnement.

Ce budget, l'administration va tenter de le traduire dans les départements et les services en fermant et en regroupant. Nous devons tout faire pour retarder la casse, alerter les élus et les médias. Ne lâchons rien, soyons solidaires, c'est tous ensemble que nous pourrons faire changer ces orientations néfastes pour nos missions.

Montreuil, le 3 octobre 2011.

